COMMUNE DE SAINT-LAURENT
PROCES-VERBAL SEANCE CONSEIL MUNICIPAL

21 août 2023

Le vingt et un août deux mil vingt-trois, à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal dûment convoqué le 10 août 2023, s'est réuni à la salle de réunion de Saint-Laurent, sous la présidence de Madame Jocelyne TREVISAN, maire.

Présents : TREVISAN Jocelyne, GHILARDI Stéphanie, MINER Bernadette, GODEFROY Fabien, TROUGNAC Marie Claire, LONDERO Bernard, DELMAS Manon, CUEVAS Patricia, CLUA Guy.

ABSENTS, EXCUSES : HENAFF Ludovic, DELOGE GIRAUDEAU Stéphanie, FRAU Émilie, BOUSQUET Thomas, LAFERRIERE Maxime.

POUVOIRS : DELOGE Stéphanie à MINER Bernadette ; LAFERRIÈRE Maxime à CLUA Guy.

Mme Bernadette MINER est nommée secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR :

- 1) Lecture et approbation du PV du 03 avril 2023
- 2) Cantine scolaire/Élior : proposition validation protocole transactionnel pour cause d'inflation.
- 3) Rentrée scolaire 2023 :
 - Proposition de convention avec l'école de Bazens.
 - Approbation règlement cantine et garderie.
 - Tarif cantine
 - Proposition acquisition vidéoprojecteurs école.
- 4) Attribution subvention à l'association des parents d'élèves.
- 5) Création poste adjoint technique temps non complet service scolaire.
- 6) École : étude énergétique.
- 7) Demande de madame KOCH : mur en limite de propriété.
- 8) Examen déclaration termites : suite à donner.
- 9) Communication courrier de la Major de la gendarmerie.
- 10) Proposition acquisition : Hangar Malateste.
- 11) Renouvellement opération façade par la 4CP.
- 12) Rapport d'activité du S. I. T. S.
Questions diverses.

Madame le Maire demande l'autorisation d'ajouter un point à l'ordre du jour : mise en place de la nomenclature M57 au 1^{er} janvier 2024, le Conseil Municipal accepte.

Le procès-verbal de la séance du 03 avril 2023 est approuvé à l'unanimité.

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL « RESTAURATION COLLECTIVE » ÉLIOR :

Le présent protocole transactionnel a pour objet de mettre définitivement fin au litige existant entre les parties concernant l'inflation qui touche le secteur de la restauration collective en fixant des obligations réciproques.

La société ELRES a démontré un déficit d'exploitation sur la période fiscale allant du 1^{er} octobre 2021 au 30 septembre 2022 de 800 307 € qui s'explique en partie par une augmentation des charges liées à l'augmentation :

- Du coût des matières premières : + 166 935 € (par rapport à l'année 2020-2021)
- Du coût de la main d'œuvre : + 103 451 € (par rapport à l'année 2020-2021)
- Des frais généraux : + 15 200 € (par rapport à l'année 2020-2021).

Il est également lié à une diminution des ressources d'exploitation sur l'exercice 2021-2022 de 291 557 € par rapport à 2020-2021.

Par conséquent, sur le fondement de la théorie de l'imprévision, le groupement de commandes peut indemniser la société ELRES. Cette indemnité est fixée à 113 000 € et elle sera partagée entre les membres du groupement à hauteur de la production du nombre de repas sur une année, soit du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, et à l'unanimité, exprime son accord et autorise Madame le Maire à signer le protocole transactionnel « restauration collective » ÉLIOR.

La commune de Saint-Laurent s'engage à verser une indemnité d'un montant de 816.33 € correspondant à l'impact financier de l'inflation.

CONVENTION ECOLE AVEC LA COMMUNE DE BAZENS :

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal la proposition de renouvellement de la convention avec la commune de Bazens pour l'accueil des élèves des écoles de Bazens et Saint-Laurent, à la rentrée de septembre 2023, de la façon suivante :

- *Ecole de BAZENS :*
 - o *Maternelles* - *TPS, PS, et MS*
 - o *Cycles 1* - *GS et CP*

- *Ecole de SAINT-LAURENT :*
 - o *Cycle 2* - *CE1 et CE2*
 - o *Cycle 3* - *CM1 et CM2*

En accord avec l'organisateur des transports scolaires,

Une convention est établie entre les deux communes afin de définir toutes les modalités.

Madame l'Inspectrice de circonscription a donné un avis favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité donne son accord et autorise Madame le Maire à signer la convention entre les communes de Bazens et St Laurent pour l'année scolaire 2023/2024.

CANTINE SCOLAIRE : PRIX DES REPAS A COMPTER DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2023 :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, fixe ainsi qu'il suit les tarifs de la cantine scolaire, à compter du 1^{er} Septembre 2023 :

- Prix achat des repas (moyenne, trois repas quatre composants et un repas cinq composants) :
 - élèves : 4.57 €
 - adultes : 5.15 €

- Prix fixés :
 - élèves : 3.00 €
 - adultes : 5.50 €

APPROBATION REGLEMENT CANTINE GARDERIE.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal un règlement pour la cantine et la garderie scolaire et en donne lecture.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, approuve le règlement qui entrera en vigueur lors de la rentrée scolaire et qui sera annexé à la présente délibération.

PROPOSITIONS POUR REMPLACER DEUX VIDEOPROJECTEURS A L'ECOLE.

Madame le Maire expose au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de procéder à la réparation ou au changement des deux vidéoprojecteurs de l'école. Elle présente les devis :

- Proposition CHRONO INFORMATIQUE

Changement de deux lampes	946.00 €
Fourniture 2 vidéoprojecteurs	1 935.60 €
Installation comprise	
- Proposition CYBERTEK

Fourniture 2 vidéoprojecteurs	1 239.38 €
Installation non comprise	

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, décide de choisir le devis établi par le fournisseur CHRONO INFORMATIQUE avec deux vidéoprojecteurs et installation pour l'école.

Le Conseil Municipal donne tous pouvoirs à Madame le Maire pour signer le devis pour cette acquisition.

DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR L'A. P. E.

Le Conseil Municipal, vote attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 200 €, à l'Association des Parents d'Élèves.

- ADOPTÉE :
- à 11 voix pour.
 - à 0 voix contre.
 - à 0 abstention.

Cette somme sera versée par mandat administratif.

CREATION POSTE ADJOINT TECHNIQUE – SERVICE SCOLAIRE.

Le Conseil Municipal, considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint technique pour le service scolaire, après en avoir délibéré : (11 pour et 0 contre).

- Décide de créer un emploi d'adjoint technique 2^{ème} classe à temps non complet, en application de l'article L 332-8 6° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ; rémunération au nombre d'heures réalisées ; à compter du 01/10/2023.

L'adjoint technique assurera les fonctions suivantes :

- Cantine scolaire : réalisation et organisation des tâches préalables au service, service des repas, aide aux enfants, nettoyage et désinfection des locaux et du matériel.
- École : travaux nécessaires au nettoyage et désinfection des locaux et du matériel.
- Garderie périscolaire / Cantine.
- Entretien des locaux scolaires et communaux.

Le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à effectuer les démarches et signer les documents nécessaires.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans cet emploi sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

PROPOSITION « ÉTUDE ÉNERGETIQUE ÉCOLE ».

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'école construite en 1993 fonctionne toujours avec une chaudière fioul, l'isolation n'est pas performante, consommation importante de fioul l'hiver et surchauffe estivale.

Madame le Maire présente un devis pour un audit énergétique. il s'élève à un montant de 1 805,38 €. Remise du rapport fin janvier 2024.

Cette opération est subventionnée par le programme ACTEE à hauteur de 50 % du montant HT (1504.48 €) soit 752.14 €, dans la limite des subventions disponibles.

Le Conseil Municipal donne tous pouvoirs à Madame le Maire pour signer les pièces nécessaires à la réalisation de cet audit.

MUR MITOYEN MAIRIE :

Le Conseil Municipal demande des devis.

DOSSIER TERMITES :

Une déclaration est parvenue à la mairie, une information sera diffusée auprès des habitants. Un diagnostic sera réalisé pour l'église.

COMMUNICATION COURRIER DE LA MAJORE DE LA GENDARMERIE :

Le courrier est communiqué au conseil municipal.

PROPOSITION ACQUISITION HANGAR MALATESTE :

Madame le Maire fait part d'une proposition d'achat de ce bâtiment pour la somme de 25 000 €.

Le Conseil Municipal donne son avis :

- Contre 0
- Abstention 1
- Pour 10

RENOUVELLEMENT OPERATION FAÇADES :

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité l'engagement sur cinq ans.

La CCCC propose 30 % de subvention et la commune 10%.

RAPPORT ANNUEL 2022 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES TRANSPORTS SCOLAIRES D'AIGUILLON ET PORT-SAINTE-MARIE.

Madame le Maire indique au Conseil Municipal qu'un rapport sur le fonctionnement du S.I.T.S. doit être élaboré annuellement et présenté à l'assemblée délibérante en application de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil Municipal, après avoir écouté la lecture de ce rapport et en avoir délibéré, à l'unanimité :

Approuve le rapport d'activité 2022 élaboré par le Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires d'Aiguillon et Port-Sainte-Marie.

MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE M57 A COMPTER DU 1ER JANVIER 2024.

Madame le Maire présente le rapport suivant

Vu l'avis favorable du comptable en date du 11/08/2023 pour basculer par anticipation de la M14 à M57,

1 - Rappel du contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n °2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1er janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Établissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction avec une présentation croisée selon le mode de vote qui n'a pas été retenu.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires. C'est notamment le cas en termes de gestion pluriannuelle des crédits avec, en fonctionnement, la création plus étendue des autorisations d'engagement mais également, à chaque étape de décision, le vote des autorisations en lecture directe au sein des documents budgétaires. Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal, à compter du 1er janvier 2024.

La M57 prévoit que les communes de moins de 3500 habitants peuvent appliquer la M 57 abrégée, la commune peut décider d'opter pour la M 57 développée pour avoir des comptes plus détaillés. Toutefois les obligations budgétaires des communes de plus de 3500 habitants ne s'appliqueront pas.

L'option à la M57 développée doit être mentionnée dans la délibération. A défaut la nomenclature prévue pour strate de population s'appliquera.

2 - Application de la fongibilité des crédits

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet enfin de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

3 – Fixation du mode de gestion des amortissements en M57

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations.

Pour les collectivités de moins de 3500 habitants, il n'y a pas d'obligation de procéder à l'amortissement des immobilisations à l'exception des subventions d'équipement versées ainsi que des frais d'études s'ils ne sont pas suivis de réalisations.

Ce changement de méthode comptable s'appliquerait de manière progressive et ne concernerait que les nouveaux flux réalisés à compter du 1^{er} janvier 2024, sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

Il faudra préciser s'il y a application de la neutralisation facultative de l'amortissement pour les subventions d'équipement versées.

Il convient pour la commune :

- ✓ De délibérer avant le 31/10/2023 sur l'adoption de la M57 au 01/01/2024
- ✓ D'indiquer le choix d'option de la M 57 (abrégé ou développé)
- ✓ De préciser qu'il n'y aura pas d'amortissement (à l'exception des subventions versées)
- ✓ D'appliquer la fongibilité des crédits

Où l'exposé de Madame le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

DÉCIDE :

Article 1 : d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57, pour le budget principal de la commune de SAINT-LAURENT, à compter du 1^{er} janvier 2024.

La commune opte pour le recours à la nomenclature M57 abrégé ;

Article 2 : de conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1er janvier 2024 ;

Article 3 : d'autoriser le Maire à procéder, à compter du 1er janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Article 4 : de préciser qu'il n'y aura pas de comptabilisation d'amortissements (à l'exception des subventions d'équipement et des études non intégrées aux biens), et qu'il n'y aura pas lieu de neutraliser l'amortissement des subventions.

Article 5 : d'autoriser le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

QUESTIONS DIVERSES :

- Travaux de réfection des trottoirs avenue Georges Cruzel : montant 84 384.40 € H.T. Subvention attribuée par le Département : 30 500 €.
- Courriers de réclamation des riverains avenue du 8 mai. (M. et Mme TETELIN et Mme MONVIELA) au sujet des coussins berlinois.
Présence de M. et Mme Tetelin, à qui il est rappelé que cette solution a été retenue pour optimiser la sécurité selon les directives du service des routes du Conseil Départemental.
Mme Tetelin demande que les coussins berlinois soient déplacés plus loin.
- Portes toilettes cour salle des fêtes
- Peinture école

Présence de M. et Mme Tetelin, à qui il est rappelé que cette solution a été retenue pour optimiser la sécurité selon les directives du service des routes du Conseil Départemental.

Mme Tetelin demande que les coussins berlinois soient déplacés plus loin.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance levée à 20 h 27.

Madame le Maire,
Jocelyne TREVISAN.

Madame la secrétaire de séance,
Bernadette MINER.